

Rapport financier 2017 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Verchères _____

Code géographique : 59025 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements financiers consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Luc Forcier , atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Verchères pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017
(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Verchères pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,
(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-11 .
(Date)

Signature



Date

2018-06-04

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État consolidé des résultats	7
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	9
État consolidé des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	11
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	14
Situation financière par organismes	15
Charges par objets	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Endettement total net à long terme	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Municipalité de Verchères et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Verchères et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Verchères inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S-13 ; S-14 ; S-23 et S-25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Par Robert Arbour, CPA auditeur, CA

Montréal

DATE 2018-06-04

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations	
		2017	2016
Revenus			
Taxes	1	7 108 771	6 960 222
Compensations tenant lieu de taxes	2	41 750	39 288
Quotes-parts	3	432	
Transferts	4	1 418 757	519 860
Services rendus	5	588 168	772 119
Imposition de droits	6	363 836	402 005
Amendes et pénalités	7	163 343	169 794
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	75 566	68 613
Autres revenus	10	185 413	557 340
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	9 946 036	9 489 241
Charges			
Administration générale	14	937 853	964 629
Sécurité publique	15	1 640 853	1 646 311
Transport	16	1 804 177	2 393 932
Hygiène du milieu	17	2 692 032	2 215 457
Santé et bien-être	18	54 475	61 866
Aménagement, urbanisme et développement	19	360 565	355 830
Loisirs et culture	20	1 506 825	1 476 670
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	331 180	311 607
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	9 327 960	9 426 302
Excédent (déficit) de l'exercice	25	618 076	62 939
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	24 697 954	24 638 531
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		(3 516)
Solde redressé	28	24 697 954	24 635 015
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	25 316 030	24 697 954

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 507 529	4 015 506
Débiteurs (note 5)	2	6 098 695	5 612 292
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	9 606 224	9 627 798
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	779 528	997 540
Revenus reportés (note 12)	12	555 183	501 483
Dette à long terme (note 13)	13	9 631 801	11 036 927
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	108 347	30 216
	15	11 074 859	12 566 166
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(1 468 635)	(2 938 368)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	26 706 982	27 549 111
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	69 254	70 222
Autres actifs non financiers (note 17)	20	8 429	16 989
	21	26 784 665	27 636 322
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	25 316 030	24 697 954

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations	
		2017	2016
Excédent (déficit) de l'exercice	1	618 076	62 939
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(1 497 049)	(506 227)
Produit de cession	3	728 761	43 845
Amortissement	4	1 432 595	1 457 504
(Gain) perte sur cession	5	(15 492)	18 078
Réduction de valeur / Reclassement	6	193 314	
	7	842 129	1 013 200
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	968	5 058
Variation des autres actifs non financiers	10	8 560	21 289
	11	9 528	26 347
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 469 733	1 102 486
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(2 938 368)	(4 017 950)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		(22 904)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(2 938 368)	(4 040 854)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(1 468 635)	(2 938 368)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	618 076	62 939
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 432 595	1 457 504
Autres			
- Redressement	3		1 291
- Affectation	4	192 567	(449 635)
	5	2 243 238	1 072 099
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(786 972)	531 083
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	39 879	245 747
Revenus reportés	9	53 700	17 567
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	78 131	(25 651)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	968	5 058
Autres actifs non financiers	13	(1 799)	21 288
	14	1 627 145	1 867 191
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 497 048)	(506 227)
Produit de cession	16	16 178	43 845
	17	(1 480 870)	(462 382)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	1 962 875	7 075
Remboursement de la dette à long terme	24	(2 582 764)	(631 390)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	24 068	24 067
Autres			
- Encaisse transférée au RTM	27	(58 431)	
-	28		
	29	(654 252)	(600 248)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(507 977)	804 561
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	4 015 506	3 210 945
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	4 015 506	3 210 945
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	3 507 529	4 015 506

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Verchères est constituée en vertu du Code Municipal du Québec. Elle est dirigée par un conseil regroupant 6 conseillers et un maire.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée à la page S-23 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent. (consolidation ligne par ligne)

Conseil Intermunicipal de transport Sorel-Varenes (consolidation ligne par ligne)

Régie intermunicipale de la gare Sorel-Varenes (consolidation ligne par ligne)

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que la comptabilisation des revenus et charges aux cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures: 15, 20 et 40 ans

Bâtiments: 40 ans

Véhicules: 10, 15 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau: 5 et 10 ans

Machinerie, outillage et équipement: 10, 15 et 20 ans

Amélioration locatives : période de 10 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Les transferts (subventions) en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité pour la Régie de Police est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Provenant de la consolidation de la Régie de police Richelieu Saint-Laurent

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futures. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Provenant de la consolidation du Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varennnes

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

Provenant de la Régie Intermunicipale de Police Richelieu St-Laurent

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet de la charge des cotisations versées par un autre employeur: sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010 .

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

I) Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 3 507 529	4 023 019
Découvert bancaire	2 () ()	7 513)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 3 507 529	4 015 506
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 722 728	1 000 157
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 158 326	142 092
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 5 486 583	4 744 839
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 60 967	36 189
Organismes municipaux	15 95 354	237 536
Autres		
- Contravention mutation	16 141 816	169 185
- Divers	17 155 649	282 451
	18 6 098 695	5 612 292
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 5 131 133	4 347 750
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 5 131 133	4 347 750
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 57 729	56 774
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(108 347)	(30 216)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>(108 347)</u>	<u>(30 216)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	168 042	63 082
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	61 555	58 395
Autres régimes (REER et autres)	41		1 342
Régimes de retraite des élus municipaux	42	496	837
	43	<u>230 093</u>	<u>123 656</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

10. Emprunts temporaires

La municipalité bénéficie d'une marge de crédit d'un montant de 500 000\$ portant intérêt au taux préférentiel.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	325 125	684 174
Salaires et avantages sociaux	48	157 466	149 880
Dépôts et retenues de garantie	49	48 956	7 555
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêt dette à long terme	53	85 123	91 715
- Solde de prix d'achat - presb	54	160 000	
- Organismes municipaux	55	2 858	64 216
-	56		
-	57		
	58	779 528	997 540

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	6 909	3 537
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	20 948	25 914
Société québécoise d'assainissement des eaux	63	1 495	2 435
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- Activités sportives	66	14 526	12 658
- Divers	67		684
-	68		
- Transferts	69	511 305	456 255
	70	555 183	501 483

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

						2017	2016
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	5,95	2018	2041	71	9 652 202	11 075 187
Obligations et billets en monnaies étrangères					72		
Gains (pertes) de change reportés					73		
					74		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5,18	5,18	2018	2018	75	1 495	2 435
Organismes municipaux					76		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,65	3,37			77	16 212	21 482
Autres					78		
					79	9 669 909	11 099 104
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	(38 108)	(62 177)
					81	9 631 801	11 036 927

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2017				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2018	82	90	594 300	98	9 513	107	1 495	115	605 308
2019	83	91	613 200	99	5 259	108		116	618 459
2020	84	92	604 100	100	1 440	109		117	605 540
2021	85	93	623 100	101		110		118	623 100
2022	86	94	642 100	102		111		119	642 100
2023 et +	87	95	6 575 402	103		112		120	6 575 402
	88	96	9 652 202	104	16 212	113	1 495	121	9 669 909
Intérêts et frais accessoires				105	()			122	()
	89	97	9 652 202	106	16 212	114	1 495	123	9 669 909

Note

	2017	2016
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	124	(1 594 343)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	()
Autres	126	(125 708)
	127	(1 468 635)
		(2 938 368)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	128	10 912 295	156	547 037	183		210	11 459 332
Eaux usées	129	19 775 234	157	68 842	184		211	19 844 076
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	8 504 510	158	188 807	185		212	8 693 317
Autres	131	6 500 677	159	91 522	186	282 345	213	6 309 854
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	756 622	161	525 235	188	799 639	215	482 218
Améliorations locatives	134	33 144	162		189		216	33 144
Véhicules	135	1 596 766	163	33 764	190	57 856	217	1 572 674
Ameublement et équipement de bureau	136	446 033	164	19 056	191	49 152	218	415 937
Machinerie, outillage et équipement divers	137	671 659	165	22 786	192	135 105	219	559 340
Terrains	138	1 052 030	166		193	49 906	220	1 002 124
Autres	139		167		194		221	
	140	<u>50 248 970</u>	168	<u>1 497 049</u>	195	<u>1 374 003</u>	222	<u>50 372 016</u>
Immobilisations en cours	141	5 338	169		196	5 338	223	
	142	<u>50 254 308</u>	170	<u>1 497 049</u>	197	<u>1 379 341</u>	224	<u>50 372 016</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	143	4 595 118	171	250 789	198		225	4 845 907
Eaux usées	144	10 095 679	172	78 284	199		226	10 173 963
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	3 433 478	173	329 599	200		227	3 763 077
Autres	146	1 158 504	174	475 813	201	180 604	228	1 453 713
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	1 694 542	176	138 474	203	96 491	230	1 736 525
Améliorations locatives	149	32 229	177	122	204		231	32 351
Véhicules	150	778 123	178	46 926	205	3 408	232	821 641
Ameublement et équipement de bureau	151	423 935	179	50 816	206	79 294	233	395 457
Machinerie, outillage et équipement divers	152	493 589	180	61 772	207	112 961	234	442 400
Autres	153		181		208		235	
	154	<u>22 705 197</u>	182	<u>1 432 595</u>	209	<u>472 758</u>	236	<u>23 665 034</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	<u>27 549 111</u>					237	<u>26 706 982</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238	89 738	241	2 237	243	832	245	91 143
Amortissement cumulé	239	(55 597)	242	(11 070)	244	(3 408)	246	(63 259)
Valeur comptable nette	240	<u>34 141</u>					247	<u>27 884</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	248	
Immeubles industriels municipaux	249	
Autres	250	
	251	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
- Frais payés d'avance	254	7 013
-	255	
-	256	
Autres		
- Organismes consolidés	257	8 429
-	258	9 976
	259	16 989
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

18. Fonds local d'investissement

	2017	2016
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	260	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261	
Autres revenus	262	
	263	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264	
Variation de la provision pour moins-value	265	
	266	
Autres charges	267	
	268	
Excédent (déficit) de l'exercice	269	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	270	
Placements de portefeuille	271	
Débiteurs	272	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273	
Provision pour moins-value	274	() ()
	275	
	276	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	277	
Revenus reportés	278	
Dettes à long terme	279	
	280	
Solde du Fonds local d'investissement	281	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282	
Supportant les engagements de prêts	283	
Supportant les garanties de prêts	284	
	285	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

19. Fonds local de solidarité

	2017	2016
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	286	
Revenus sur les prêts aux entreprises	287	
Autres revenus	288	
	289	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	290	
Variation de la provision pour moins-value	291	
	292	
Intérêts sur la dette à long terme	293	
Autres charges	294	
	295	
Excédent (déficit) de l'exercice	296	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	297	
Placements de portefeuille	298	
Débiteurs	299	
Prêts aux entreprises	300	
Provision pour moins-value	301	() ()
	302	
	303	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	304	
Revenus reportés	305	
Dette à long terme	306	
	307	
Solde du Fonds local de solidarité		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308	
Excédent (déficit) non affecté	309	
	310	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	313

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

20. Obligations contractuelles

La municipalité est membre de la Municipalité régionale de comté de Marguerite D'Youville (M.R.C.). De ce fait, elle doit assumer sa part des dépenses de cet organisme. Le montant à verser pour 2018 est de 837 109\$.

La municipalité a signé un contrat pour l'enlèvement de la neige d'une durée de 5 ans se terminant en 2022. Le montant à verser pour 2018 est de 128 867\$.

La contribution de la municipalité à la Communauté métropolitaine de Montréal pour 2018 s'élève à 116 803\$.

En vertu des divers contrats, la Régie intermunicipale de Police Richelieu St-Laurent s'est engagée pour les 4 prochains exercices pour une somme globale de 305 777\$. Pour pourvoir à ces engagements, la Régie devra prévoir pour les 4 prochains exercices financiers les sommes suivantes:

Location d'équipement: 126 075\$ en 2018, 99 310\$ en 2019, 70 748\$ en 2020 et 9 644\$ en 2021.

Location d'immeuble: 306 630\$ en 2018.

La quote-part de la Municipalité de Verchères dans les engagements s'élève à 2,945%.

21. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

N.A.

b) Auto-assurance

La Régie intermunicipale de Police Richelieu Saint-Laurent assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

La quote-part de la Municipalité de Verchères s'élève à 2,96%.

c) Poursuites

Au cours de l'exercice, la Régie intermunicipale de Police Richelieu Saint-Laurent a fait l'objet de griefs de certains de ces employés, pour une somme indéterminée.

La Régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

La quote-part de la Municipalité de Verchères s'élève à 2,953%.

d) Autres**ENVIRONNEMENT**

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la municipalité excède les normes en vigueur. La municipalité n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans le domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

Le budget présenté à titre comparatif pour l'exercice 2017 n'est pas consolidé et correspond au budget adopté par le conseil municipal pour l'exercice 2017.

Ces données sont présentées pour fins d'information et le rapport de l'auditeur ne porte pas sur ces données.

24. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

25 Quote part de la municipalité dans l'opération de restructuration du Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varenes.

Le 19 mai 2016, L'Assemblée nationale a sanctionné le projet de loi 76 modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal. Ce projet de loi fait en sorte que les conseils intermunicipaux de transport ont été dissous et remplacés, le 1er juin 2017, par deux nouveaux organismes, à savoir l'Autorité régionale de transport métropolitain et le Réseau de transport Métropolitain.

Selon les dispositions du projet de loi 76, les droits, obligations, actifs et passifs qui étaient ceux de l'organisme public de transport au 31 mai 2017 deviennent ceux du Réseau de transport métropolitain.

Les actifs et les passifs transférés se détaillent comme suit :

Actif	\$
Encaisse	63 970
Débiteurs	329 063
Immobilisations	991 767
Autres actifs	11 340
Total de l'Actif	1 396 140
Passif	
Créditeurs et charges à payer	282 337
Dette à long terme	886 025
Revenus reportés	16 140
Total du passif	1 184 502
Actif net transféré	211 638

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalizations 2016		Budget 2017	Réalizations 2017		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	6 960 222	6 919 920	7 108 771			7 108 771
Compensations tenant lieu de taxes	2	39 288	39 390	41 750			41 750
Quotes-parts	3					1 045 570	
Transferts	4	452 279	160 400	213 551		84 121	297 672
Services rendus	5	772 119	234 300	350 997		237 171	588 168
Imposition de droits	6	402 005	277 000	363 836			363 836
Amendes et pénalités	7	169 794	15 000	18 695		144 648	163 343
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	68 613	59 000	70 415		5 151	75 566
Autres revenus	10	557 340	52 000	135 152		50 261	185 413
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	9 421 660	7 757 010	8 303 167		1 566 922	8 824 519
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14					432	432
Transferts	15	67 581		1 120 627		458	1 121 085
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	67 581		1 120 627		890	1 121 517
	21	9 489 241	7 757 010	9 423 794		1 567 812	9 946 036
Charges							
Administration générale	22	964 629	1 063 350	894 904	42 949		937 853
Sécurité publique	23	1 646 311	1 400 450	1 373 443	89 669	1 144 079	1 640 853
Transport	24	2 393 932	1 090 500	962 325	295 089	625 995	1 804 177
Hygiène du milieu	25	2 215 457	1 423 260	1 888 779	803 253		2 692 032
Santé et bien-être	26	61 866	98 950	54 475			54 475
Aménagement, urbanisme et développement	27	355 830	388 150	358 866	1 699		360 565
Loisirs et culture	28	1 476 670	1 454 700	1 373 164	133 661		1 506 825
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	311 607	255 490	263 849		67 331	331 180
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32		1 334 090	1 366 320	(1 366 320)		
	33	9 426 302	8 508 940	8 536 125		1 837 405	9 327 960
Excédent (déficit) de l'exercice	34	62 939	(751 930)	887 669		(269 593)	618 076

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Réalizations 2016		Budget 2017	Réalizations 2017		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	62 939	(751 930)	887 669	(269 593)	618 076
Moins: revenus d'investissement	2	(67 581)	()	(1 120 627)	(890)	(1 121 517)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(4 642)	(751 930)	(232 958)	(270 483)	(503 441)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4		1 334 090	1 366 320	66 275	1 432 595
Produit de cession	5	43 845		14 849	713 912	728 761
(Gain) perte sur cession	6	18 078		(14 849)	(643)	(15 492)
Réduction de valeur / Reclassement	7	(1)			193 314	193 314
	8	61 922	1 334 090	1 366 320	972 858	2 339 178
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	51 118			693 988	693 988
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	51 118			693 988	693 988
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				13 047	13 047
Remboursement de la dette à long terme	17	(462 890)	(333 350)	(351 704)	(1 454 177)	(1 805 881)
	18	(462 890)	(333 350)	(351 704)	(1 441 130)	(1 792 834)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(409 625)	(440 000)	(681 445)	(1 896)	(683 341)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	65 574			6 626	6 626
Excédent de fonctionnement affecté	21	179 321	345 000	719 205	33 240	752 445
Réserves financières et fonds réservés	22	86 005	(153 810)	(93 910)	(10 252)	(104 162)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	22 890		24 068	32 837	56 905
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(55 835)	(248 810)	(32 082)	60 555	28 473
	26	(405 685)	751 930	982 534	286 271	1 268 805
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	(410 327)		749 576	15 788	765 364

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations 2016		Réalizations 2017	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	67 581	1 120 627	890	1 121 517
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(7 229)	(204 399)	(287)	(204 686)
Sécurité publique	3	(39 559)	(35 621)	(20 702)	(56 323)
Transport	4	(333 371)	(212 579)	(2 785)	(215 364)
Hygiène du milieu	5	(84 406)	(615 879)	()	(615 879)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(41 662)	(404 797)	()	(404 797)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(506 227)	(1 473 275)	(23 774)	(1 497 049)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	7 075		6 894	6 894
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	409 625	681 445	1 896	683 341
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	9 070			
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17	12 877		14 094	14 094
	18	431 572	681 445	15 990	697 435
	19	(67 580)	(791 830)	(890)	(792 720)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	1	328 797		328 797

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>2016</u>	<u>Administration</u>	<u>2017</u>	<u>Total</u>
		<u>Administration</u>	<u>municipale</u>	<u>Organismes</u>	<u>consolidé</u>
			<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	<u>¹</u>
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 023 019	3 232 893	274 636	3 507 529
Débiteurs (note 5)	2	5 612 292	5 985 786	112 909	6 098 695
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	9 635 311	9 218 679	387 545	9 606 224
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	7 513			
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	997 540	642 252	137 276	779 528
Revenus reportés (note 12)	12	501 483	555 183		555 183
Dette à long terme (note 13)	13	11 036 927	9 615 587	16 214	9 631 801
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	30 216		108 347	108 347
	15	12 573 679	10 813 022	261 837	11 074 859
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(2 938 368)	(1 594 343)	125 708	(1 468 635)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	27 549 111	26 656 719	50 263	26 706 982
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19	70 222	65 860	3 394	69 254
Autres actifs non financiers (note 17)	20	16 989		8 429	8 429
	21	27 636 322	26 722 579	62 086	26 784 665
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	1 590 683	1 751 625	96 386	1 848 011
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 762 722	1 418 581	93 104	1 511 685
Réserves financières et fonds réservés	24	501 284	577 596	13 757	591 353
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(45 507)	(38 108)	49 505	11 397
Financement des investissements en cours	26	20 797 758	328 797		328 797
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27		21 013 529	34 052	21 047 581
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	24 697 954	25 128 236	187 794	25 316 030

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Rémunération	1	1 614 100	1 501 699	2 274 122	2 307 480
Charges sociales	2	383 900	340 511	585 524	560 121
Biens et services	3	2 570 750	2 854 595	3 347 644	3 469 173
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	87 890	233 751	233 751	246 345
D'autres organismes municipaux	5			12 037	26 319
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	149 400			
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	18 200	30 098	85 392	38 943
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	2 203 710	2 209 151	1 163 581	1 313 848
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	138 400			6 569
Amortissement des immobilisations	14	1 334 090	1 366 320	1 432 595	1 457 504
Autres					
- opération de restructuration	15	8 500		193 314	
-	16				
-	17				
	18	8 508 940	8 536 125	9 327 960	9 426 302

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 848 011	1 590 683
Excédent de fonctionnement affecté	1 511 685	1 762 722
Réserves financières et fonds réservés	591 353	501 284
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(11 397)	(45 507)
Financement des investissements en cours	328 797	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	21 047 581	20 797 758
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
	25 316 030	24 697 954
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	1 751 625	1 483 979
Organismes contrôlés ¹	96 386	106 704
	1 848 011	1 590 683
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Exercice suivant	430 000	320 000
- Transport en commun	542 020	490 092
- FIME	39 361	75 000
- Site patrimoniale	5 000	11 000
- Plantation arbre	10 000	10 000
- Collecte sélective	275 635	275 635
- Membranes usines et boues	116 565	474 130
-		
-		
	1 418 581	1 655 857
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- RIPRSL (exercice suivant)		33 240
- Surplus non affecté	93 104	73 625
-		
	93 104	106 865
	1 511 685	1 762 722
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
-		
-		
-		
-		
-		
Réserves financières - Organismes contrôlés		
-		
-		
-		
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	570 857	476 947
Organismes contrôlés	13 757	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	6 739	6 739
Organismes contrôlés		
Montant non réservé		
Administration municipale		
Organismes contrôlés		17 598
Fonds local d'investissement (note 18)		
Fonds local de solidarité (note 19)		
Autres		
-		
-		
	591 353	501 284
	591 353	501 284

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (20 555)	(22 294)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()	()
Autres	52 (28 949)	(5 625)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()	()
	54 (49 504)	(16 669)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()	()
Autres		
-	58 ()	()
-	59 ()	()
	60 (49 504)	(16 669)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 ()	()
Autres		
-	66 ()	()
-	67 ()	()
	68 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (38 107)	(62 176)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()	()
Autres		
-	72 ()	()
-	73 ()	()
	74 (38 107)	(62 176)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 (11 397)	(45 507)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 328 797	
Investissements à financer	83 () ()	
	84 328 797	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 26 706 982	27 549 111
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 26 706 982	27 549 111
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 26 706 982	27 549 111
Éléments de passif correspondant		
Dettes à long terme	93 (9 631 801) (11 036 927)	
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (38 108) (62 177)	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 5 131 133	4 347 750
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 2	1
	98 (4 538 774) (6 751 353)	
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (1 120 627) ()	
	100 (5 659 401) (6 751 353)	
	101 21 047 581	20 797 758

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>3</u>	2 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

i) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2016, et les régimes des cadres et des employés de bureau ont fait l'objet d'évaluations actuarielles au 31 décembre 2014.

Description des régimes:

1. Date d'entrée en vigueur des régimes: le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: à l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnues antérieurement au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A, B et C des règlements des régimes.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

i) **Policiers syndiqués:** Tout participant peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge ou les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

ii) **Cadres et employés de bureau et préposés aux communications:** Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédent la date de la retraite normale.

c) Date de retraite anticipée

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables des régimes antérieurs, telle que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime. Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et des préposés aux communications).

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

b) Rente de rattachement

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables au régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 0.5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception de 0.35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a). De plus, une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables aux régimes antérieurs, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: la rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

7. Invalidité

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation à la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables du régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50% de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 2%. (Exception pour les employés de bureau et les préposés aux communications pour qui les créances de rente sont indexées après la retraite selon la différence positive obtenue en soustrayant 6.5% au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime, déduction faite de tous les frais de la caisse de retraite. Lorsque la différence est négative pour une année, l'écart est alors reporté aux années futures).

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

9. Règle du 50% (cotisation excédentaire)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations salariales

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables du régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

a) Policiers syndiqués: 11,39% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2016, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9.75% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

b) Cadres: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2014, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11.35% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 8% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, sujet à un maximum de 9% du salaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retrait au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle du 31 décembre 2014, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

11. Cotisation patronale

Sous réserve d'une utilisation de l'excédent de l'actif et d'une cotisation minimale prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute l'année est le montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, des prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

En plus de la cotisation prévue au paragraphe précédent, l'employeur doit verser à la caisse le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. L'employeur s'engage toutefois à ce que les montants versés au régime représentent au moins un montant égal à 100% des cotisations salariales de tous les participants actifs.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (30 216)	(55 867)
Charge de l'exercice	4 (168 042)	(63 082)
Cotisations versées par l'employeur	5 89 911	88 733
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(108 347)</u>	<u>(30 216)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 3 146 791	2 893 993
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (3 314 097)	(3 155 302)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (167 306)	(261 309)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 58 959	231 093
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (108 347)	(30 216)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(108 347)</u>	<u>(30 216)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 3 146 791	2 893 993
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (3 314 097)	(3 155 302)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (167 306)	(261 309)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 165 244	111 027
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 36 430	-
	20 201 674	111 027
Cotisations salariales des employés	21 (72 683)	(60 844)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 128 991	50 183
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 18 023	4 830
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	-
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	-
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	-
Variation de la provision pour moins-value	28	-
Autres	29	-
-	30	-
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>147 014</u>	<u>55 013</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 182 296	168 807
Rendement espéré des actifs	33 (161 268)	(160 738)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 21 028	8 069
Charge de l'exercice	35 <u>168 042</u>	<u>63 082</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 175 316	181 854
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (161 268)	(160 738)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 14 048	21 116
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 140 064	214 514
Prestations versées au cours de l'exercice	40 85 111	83 167
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 3 197 239	2 880 269
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 78 025	92 738
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 1 923	981
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,70 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,50 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,25 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
	74	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016	
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime de la municipalité de Verchères

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	106	<u>61 555</u>	<u>58 395</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 _____

Description des régimes et autres renseignements

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	108	<u> </u>	<u>1 342</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 109 Oui
110 Non

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	111	<u>19</u>	<u>41</u>

Description du régime

La participation des élus est seulement pour la Régie de Police intermunicipale Richelieu St-Laurent

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2017	2016
Cotisations des élus au RREM	112	<u>147</u>	<u>249</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	113	496	837
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114		
	115	<u>496</u>	<u>837</u>

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017

Administration municipale

Dette à long terme	1	9 653 695
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	8 234
Débiteurs	8	5 131 132
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	4 514 329
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	7 553 480
--	----	-----------

Endettement net à long terme	16	12 067 809
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	506 915
Communauté métropolitaine	18	29 932
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	12 604 656
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	12 604 656
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES		2017	2017	2016
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	5 146 762	5 146 762	5 019 527
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	159 689	159 689	186 687
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	5 306 451	5 306 451	5 206 214
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	560 701	560 701	562 672
Égout	11	369 737	369 737	367 981
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	598 479	598 479	598 617
Autres				
-Cours d'eau	14	126 775	126 775	69 792
-Vidages fosses septiques	15	31 861	31 861	36 936
-Païement comptant	16			7 500
Centres d'urgence 9-1-1	17	28 670	28 670	25 100
Service de la dette	18	86 097	86 097	85 410
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 802 320	1 802 320	1 754 008
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	1 802 320	1 802 320	1 754 008
	26	7 108 771	7 108 771	6 960 222

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	306	306	89
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	306	306	89
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	9 880	9 880	9 473
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	26 639	26 639	24 890
	35	36 519	36 519	34 363
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	36 825	36 825	34 452
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	4 925	4 925	4 836
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44	4 925	4 925	4 836
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	41 750	41 750	39 288

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS		2017	2017	2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52		355	928
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	8 850	8 850	9 000
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		83 765	201 345
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	151 143	151 143	154 192
Traitement des eaux usées	69	29 121	29 121	
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	(650)	(650)	
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77	5 040	5 040	219
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81	1 411	1 411	1 426
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	5 236	5 236	71 769
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	13 400	13 400	13 400
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	213 551	297 671	452 279

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2017	2017	2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		459	67 581
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	399 325	399 325	
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108	338 640	338 640	
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	382 662	382 662	
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	1 120 627	1 121 086	67 581

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 334 178	1 418 757	519 860

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142	22 184	27 509	34 924
	143	22 184	27 509	34 924
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	69 675	69 675	75 069
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	69 675	69 675	75 069
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150	8 842	8 842	6 032
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	8 842	8 842	6 032
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	100 701	106 026	116 025

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autre	184			
	185			
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187			
Sécurité civile	188			
Autres	189	2 212	59 332	57 838
	190	2 212	59 332	57 838
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191			
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194		174 726	397 280
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198			
	199		174 726	397 280
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201			
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204			
Matières recyclables	205			
Autres	206			
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209	3 200	3 200	3 500
	210	3 200	3 200	3 500
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218			
	219			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220			
Activités culturelles				
Bibliothèques	221			
Autres	222	244 884	244 884	197 476
	223	244 884	244 884	197 476
Réseau d'électricité	224			
	225	250 296	482 142	656 094
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	350 997	588 168	772 119

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	31 870	31 870	30 160
Droits de mutation immobilière	228	331 966	331 966	371 845
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230			
	231	363 836	363 836	402 005
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	18 695	163 343	169 794
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	70 415	75 566	68 613
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235	14 849	15 492	(18 078)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237			
Contributions des promoteurs	238			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239			
Contributions des organismes municipaux	240			
Autres contributions	241			
Autres	242	120 303	169 921	575 418
	243	135 152	185 413	557 340
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	244			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2017			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017	2016
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	113 177		113 177	113 177	109 369
Greffe et application de la loi	2	70 143		70 143	70 143	59 900
Gestion financière et administrative	3	471 566		471 566	471 566	472 238
Évaluation	4	70 563		70 563	70 563	97 019
Gestion du personnel	5	7 085		7 085	7 085	12 425
Autres						
- Autres	6	162 370	42 949	205 319	205 319	213 678
-	7					
	8	894 904	42 949	937 853	937 853	964 629
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	989 254		989 254	1 166 995	1 163 629
Sécurité incendie	10	375 564	89 669	465 233	465 233	472 420
Sécurité civile	11	8 625		8 625	8 625	10 262
Autres	12					
	13	1 373 443	89 669	1 463 112	1 640 853	1 646 311
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	336 601	269 679	606 280	606 280	687 982
Enlèvement de la neige	15	245 450	14 228	259 678	259 678	245 969
Éclairage des rues	16	34 319	11 182	45 501	45 501	53 735
Circulation et stationnement	17	10 208		10 208	10 208	11 453
Transport collectif						
Transport en commun	18	335 747		335 747	882 510	1 394 793
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	962 325	295 089	1 257 414	1 804 177	2 393 932

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2017			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017	2016
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23		354 510	354 510	328 850
Réseau de distribution de l'eau potable	24		132 517	550 892	548 594
Traitement des eaux usées	25		614 451	761 668	323 974
Réseaux d'égout	26		156 389	382 086	386 339
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27		208 128	208 128	198 922
Élimination	28		117 369	117 369	121 384
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29		17 577	17 577	6 879
Tri et conditionnement	30		1 255	1 255	2 209
Matières organiques					
Collecte et transport	31		16 737	16 737	56 505
Traitement	32				
Matériaux secs	33		62 152	62 152	62 030
Autres	34				
Plan de gestion					
Autres	36				
Cours d'eau	37		177 329	189 293	140 826
Protection de l'environnement	38		11 964	189 293	
Autres	39		30 365	30 365	38 945
	40		1 888 779	2 692 032	2 215 457
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41		47 017	47 017	48 639
Sécurité du revenu	42				
Autres	43		7 458	7 458	13 227
	44		54 475	54 475	61 866
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45		237 997	238 251	232 065
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46		254	238 251	
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48		84 335	84 335	81 377
Tourisme	49		30 664	32 109	39 677
Autres	50		5 870	5 870	2 711
Autres	51				
	52		358 866	360 565	355 830

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2017			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017	2016
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	102 977		102 977	96 051
Patinoires intérieures et extérieures	54	76 160	16 187	92 347	108 320
Piscines, plages et ports de plaisance	55	96 636	20 379	117 015	108 021
Parcs et terrains de jeux	56	401 583	88 266	489 849	443 093
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	317 886	1 012	318 898	325 480
	60	995 242	125 844	1 121 086	1 080 965
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	55 449		55 449	51 591
Bibliothèques	62	206 818		206 818	232 606
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63	219	7 817	8 036	11 113
Autres ressources du patrimoine	64	13 086		13 086	1 762
Autres	65	102 350		102 350	98 633
	66	377 922	7 817	385 739	395 705
	67	1 373 164	133 661	1 506 825	1 476 670
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	233 751		233 751	272 664
Autres frais	70				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71			21 027	8 069
Autres	72	30 098		64 365	30 874
	73	263 849		331 180	311 607
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	75	1 366 320	(1 366 320)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	25
Taux global de taxation réel	26
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	28
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	28
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	28
Analyse de la dette à long terme consolidée	29
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	30
Analyse de la rémunération non consolidée	31
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	31
Frais de financement non consolidés par activités	32
Rémunération des élus	33
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	34
Questionnaire	35

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice clos le 31 décembre 2017 de la municipalité de Verchères (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice clos le 31 décembre 2017 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Robert Arbour, CPA auditeur, CA

Montréal

DATE 2018-06-04

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	7 108 771
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	319 494
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	28 670
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	6 760 607

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	749 357 400
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>752 836 100</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>751 096 750</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 , 9 0 0 1 / 100 \$

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016	
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	48 526	48 526	29 908
	Usines de traitement de l'eau potable	2	526 692	526 692	
	Usines et bassins d'épuration	3			
	Conduites d'égout	4	40 661	40 661	54 499
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	165 489	165 489	153 740
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8	8 257	8 257	
	Aires de stationnement	9			
	Parcs et terrains de jeux	10	86 514	86 514	23 856
	Autres infrastructures	11		(1 729)	58 893
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	227 759	227 759	2 597
	Édifices communautaires et récréatifs	14	297 476	297 476	
	Améliorations locatives	15			687
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16			
	Autres	17		2 237	14 160
	Ameublement et équipement de bureau	18		11 262	4 825
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	27 775	39 779	136 723
	Terrains	20			
	Autres	21	44 126	44 126	26 339
		22	1 473 275	1 497 049	506 227

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>					
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23	48 526	48 526	29 908
	Usines de traitement de l'eau potable	24	526 692	526 692	
	Usines et bassins d'épuration	25			
	Conduites d'égout	26	40 661	40 661	54 499
	Autres infrastructures	27	260 260	258 531	236 489
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28			
	Usines de traitement de l'eau potable	29			
	Usines et bassins d'épuration	30			
	Conduites d'égout	31			
	Autres infrastructures	32			
	Autres immobilisations	33	597 136	622 639	185 331
		34	1 473 275	1 497 049	506 227

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****Non audité**

		2017	2016
Rémunération	35		
Charges sociales	36		
Biens et services	37	1 473 275	506 227
Frais de financement	38		
Autres	39		
	40	1 473 275	506 227

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	9 607	(433)	940	8 234
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	5 360 907	171 319	1 636 270	3 895 956
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	1 380 840	671 362	1 417 616	634 586
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	6 751 354	842 248	3 054 826	4 538 776
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 347 750	1 120 627	337 244	5 131 133
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	4 347 750	1 120 627	337 244	5 131 133
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	4 347 750	1 120 627	337 244	5 131 133
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	4 347 750	1 120 627	337 244	5 131 133
	19	11 099 104	1 962 875	3 392 070	9 669 909
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	11 099 104	1 962 875	3 392 070	9 669 909

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016	
Administration générale					
	Greffe et application de la loi	1	15 668	15 668	9 397
	Évaluation	2	69 902	69 902	95 882
	Autres	3	66 246	66 246	76 340
Sécurité publique					
	Police	4	946 529	(19 809)	
	Sécurité incendie	5	36 482	36 482	34 937
	Sécurité civile	6			
	Autres	7			
Transport					
	Réseau routier	8	4 098	4 098	33
	Transport collectif	9	335 478	256 246	392 248
	Autres	10			
Hygiène du milieu					
	Eau et égout	11	7 629	7 629	7 313
	Matières résiduelles	12	423 218	423 218	447 929
	Cours d'eau	13	177 329	177 329	120 125
	Protection de l'environnement	14			
	Autres	15			
Santé et bien-être					
	Logement social	16	41 683	41 683	43 839
	Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement					
	Aménagement, urbanisme et zonage	18	25 552	25 552	23 135
	Rénovation urbaine	19			
	Promotion et développement économique	20	36 179	36 179	38 974
	Autres	21			
Loisirs et culture					
	Activités récréatives	22	23 158	23 158	23 696
	Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité					
		24			
		25	2 209 151	1 163 581	1 313 848

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	9,00	40,00	18 720,00	567 371	154 259	721 630
Professionnels	2	6,00	32,50	10 140,00	228 069	58 398	286 467
Cols blancs	3	8,00	32,50	13 500,00	352 034	95 730	447 764
Cols bleus	4	5,00	40,00	10 400,00	128 368	14 048	142 416
Policiers	5						
Pompiers	6	3,00	40,00	6 600,00	139 250	12 972	152 222
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	31,00		59 360,00	1 415 092	335 407	1 750 499
Élus	9	7,00			86 607	5 104	91 711
	10	38,00			1 501 699	340 511	1 842 210

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		399 325			399 325
Réseau de distribution de l'eau potable	13	151 143				151 143
Traitement des eaux usées	14		338 640			338 640
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	58 185	382 662	4 223		445 070
	17	209 328	1 120 627	4 223		1 334 178

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	37 516	39 337
	4	37 516	39 337
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	29 660	31 100
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	29 660	31 100
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	5 627	5 900
Enlèvement de la neige	11	668	700
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	6 295	6 600
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	19 360	20 300
Réseau de distribution de l'eau potable	17	21 649	22 700
Traitement des eaux usées	18	1 068	1 120
Réseaux d'égout	19	2 775	2 910
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23	6 352	6 660
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	138 411	145 130
	26	189 615	198 820
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	763	800
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	763	800
Réseau d'électricité			
	40		
	41	263 849	276 657

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017*Non audité*

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Alexandre Bélisle	19 525	9 763
Michèle Tremblay	5 663	2 834
Benoit Marotte	1 085	542
André Dansereau	5 424	2 712
Carole Boisvert	1 085	542
Luc Fortin	5 424	2 712
Jarrold Gosselin	1 085	542
Gilles Lamoureux	6 588	3 295
Claude Ménard	6 748	3 377
Nathalie Fillion	6 827	3 417

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	1 000 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	\$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	OUI	NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	_____ \$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	_____ \$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	_____ \$
b) autres formes d'aide	30	_____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31
Facteur comparatif de 2017	32
Valeur uniformisée	33	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET 34 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au PAERRL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement) _____ \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 35 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 36 _____ \$

b) Dépenses d'investissement 37 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles 38 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 39 _____

b) Date d'adoption de la résolution 40 _____

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	38
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	39
Calcul de certains revenus de taxes	40
Taux des taxes	42
Taux global de taxation prévisionnel	43
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	44
Questionnaire	46

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales

Taxe foncière générale	1	5 226 470
------------------------	---	-----------

Taxes spéciales

Service de la dette

2

Activités de fonctionnement

3

Activités d'investissement

4

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette

5

169 040

Activités de fonctionnement

6

Activités d'investissement

7

Autres

8

5 395 510

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau

10

560 800

Égout

11

405 280

Traitement des eaux usées

12

Matières résiduelles

13

596 200

Autres

- vidage fosse septiques

14

31 600

- Cours d'eau

15

8 000

-

16

Centres d'urgence 9-1-1

17

20 000

Service de la dette

18

79 220

Activités de fonctionnement

19

Activités d'investissement

20

1 701 100

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative

22

Autres

23

24

1 701 100

7 096 610

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	9 890
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	26 500
	9	36 390
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	4 800
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	4 800
	14	41 190

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	41 190

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 620 484 550	X 5 0,6500	/100\$ 6 4 033 150				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10 41 487 440	X 11 1,4300	/100\$ 12 593 270				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22 92 315 450	X 23 0,6500	/100\$ 24 600 050				
Total			25 5 226 470	26 ()	27 ()	28	29 5 226 470
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2	/100\$ 3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5	/100\$ 6								
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8	/100\$ 9								
Immeubles non résidentiels 10	X	11	/100\$ 12								
Immeubles industriels 13	X	14	/100\$ 15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 16	X	17	/100\$ 18								
Autres 19	X	20	/100\$ 21								
Immeubles agricoles 22	X	23	/100\$ 24								
Total			25					26 (.....) 27 (.....) 28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31	/100\$ 32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34	/100\$ 35								
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37	/100\$ 38								
Immeubles non résidentiels 39	X	40	/100\$ 41								
Immeubles industriels 42	X	43	/100\$ 44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 45	X	46	/100\$ 47								
Autres 48	X	49	/100\$ 50								
Immeubles agricoles 51	X	52	/100\$ 53								
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58				
Valeur locative imposable											
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60	% 61	62 (.....) 63 (.....) 64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	1 7 5	,	0 0	\$
Égout	2	1 6 5	,	0 0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	2 3 0	,	0 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Assainissement des eaux	0,0033	1	
Usine de filtration / aqueduc	0,0209	1	
Règl. 255-98 JB et St-Antoine	0,3807	2	
Règl. 256-98 Marie-Victorin (101-335)	145,5575	7	Par logement
Règl. 305-2000 Bassin Dansereau	0,0525	2	
Règl. 310-2000 rue de l'industrie	0,1016	2	
Règl. 371-2004 rue Hébert	562,5833	7	Par entrée d'eau
Règl. 401-2006 rue Dulude	0,0220	2	
Règl. 399 et 405-2007 Marie-Victorin	178,4035	7	Par logement
Règl. 399-405 Cusson	859,2446	7	Par logement
Règl. 414-2008 Aqueduc A-30	0,0222	7	Par entrée d'eau
Règl. 417-2008 Rg St-Joseph (109-111)	1 006,5815	7	par entrée d'eau
Règl. 417-2008 Rg St-Joseph (159-167-17)	861,6891	1	
Règl. 426-2008 Marie-Victorin (306-438)	147,5164	7	par logement
Règl. 429-2010 Égout 599-621 Marie-Victo	81,9905	7	unité
Règl. 429-2010 Égout 613-621 Marie-Victo	765,7915	7	unité
Règl.450 451-2010 rue Aqueduc égout	1 090,3575	4	unité
Règl. 468-2012 rues St-Alexandre et autr	394,5473	7	par entrée d'eau
Règl 483-2013 et 496-2014 rues Bussières	530,5210	7	par entrée d'eau

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	7 096 610
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	323 600
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	20 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	6 753 010

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	754 287 440
--	----	-------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

	12	<div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px;"> 0 , 8 9 5 3 </div> /100 \$
--	----	---

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	593 270					600 050
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	593 270					600 050

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	4 033 150			5 226 470
De secteur	10			169 040	169 040
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12			79 220	79 220
Autres	13			1 601 880	1 601 880
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	4 033 150		1 850 140	7 076 610

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27 _____	8 978 750	\$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28 _____	361 950	\$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29 _____	268 350	\$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30 _____	380 000	\$

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 581 Rue Marie-Victorin
(no) (rue)
Verchères J0L 2R0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 583-3307
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 583-3637
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mairie@vercheres.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Luc Forcier

Téléphone (450) 583-3307
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 583-3637
(ind. rég.) (numéro)

Courriel lforcier@ville.vercheres.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom MBBA s.e.n.c.r.l.

Titre CPA auditeur CA

Adresse 2030 boulevard Pie-IX, suite 450
(no) (rue)
Montréal H1V 2C8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 521-7163
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 521-4986
(ind. rég.) (numéro)

Courriel rarbour@mbba.ca

Responsable du dossier Robert Arbour CPA, auditeur CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Luc Forcier , atteste que le rapport financier consolidé de Verchères pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2018-06-04 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Verchères .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Verchères consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Verchères détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de 618 076 \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de ,9001 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-05-25 10:25:42

Date de transmission au Ministère :